

**SAFAC-J**

Syndicat Anti-Fraude, Anti-Corruption, Justice  
Service Anti-Fraude, Anti-Corruption, Justice

Syndicat des Assurés Sociaux à l'Echelon  
National  
Européen et international

Région Eure-et-Loir 

Siège : 2 Rue du Pont Saint-Jean – 28260 Saussay

Mail : [accueil@safac-j.fr](mailto:accueil@safac-j.fr)

N° d'enregistrement : SP n° 28.371.00001

N° enregistrements Cours d'appel :

Metz n°L7-23/0005

Nancy n° RG 23/00553

Lyon n°RG 24/0001

Versailles n° RG 23/00553

Marque déposée à l'INPI n° 20 4 699 255  
Service Juridique n° 45

## SIGNIFICATION ET ATTESTATION

**Pour le Peuple Français Souverain**

**Sur le territoire Français et DOM-TOM**



**ORIGINAL**

**Acte d'extrême Urgence**  
**pour la protection de la**  
**Population et territoire.**

*Je soussigné, Le Procureur Général de la Cour d'Appel de Versailles, assisté du Service Anti-Fraude, Anti-Corruption-Justice du Groupe Safac-J ainsi que des Gendarmes, Policiers et Maires (OPJ).*

**Le temps de l'enquête judiciaire qui est ouverte :**

*Par la présente je vous informe être l'administrateur judiciaire Provisoire, depuis le **25 novembre 2024**, pour donner suite à une plainte constitution de partie Civile.*

*De. **Seur***

*Prénom : **Daniel***

*Nom : **Desprez***

*Adresse : **Bruce du Roy Jehanno 56500 St Allouestre***

Je vous ordonne de prendre acte de cette procédure judiciaire.

Pour toute personne dérogeant à cette procédure judiciaire, en tant que personne physique et morale, votre responsabilité sera engagée.

**Tout gendarme, policier, maire qui ne protégera pas le porteur de ce document officiel se retrouvera poursuivi juridiquement pour abus de pouvoir, ainsi que pour :**

- **Faux usage de faux en écriture. Suivant l'article 441-1 du code Pénal,**
- **Faux usage de faux en écriture publique. Suivant l'Article 441-4 du code Pénal,**
- **Entrave à la manifestation de la vérité. Suivant l'Article 434-4 du code Pénal,**
- **Echec à l'exécution de la loi. Suivant l'article 432-1 du code Pénal,**
- **Détournement de fonds publics. Suivant l'article 433-4 du code Pénal.**
- **Escroquerie en bande organisée, soustraction frauduleuse. Suivant l'article 313-1 du code Pénal,**
- **Complicité. Suivant l'article 121-7 du code Pénal,**
- **Conflits d'intérêts. Suivant l'article 432-12 du code Pénal.**
- **Association de malfaiteurs. Suivant l'article 450-1 du code Pénal.**
- **Crime en bande organisée. Suivant l'article 132-71 du code Pénal.**

## Conformément au Code de Déontologie de la Police et de la Gendarmerie

### Rappel à la loi Conformément aux Codes de Sécurité intérieure

Suivant les Articles : Du Code de la sécurité intérieure. Suivant l'Article R 434-3 : Le principes généraux du droit, et des lois et règlement de la République. Suivant l'Article R 434-4 : Le principe hiérarchique. Suivant l'Article R 434-5 : Obéissance. Suivant l'Article R 434-6 : Obligation incombant à l'autorité hiérarchique. Suivant l'Article R 434-7 : Protection fonctionnelle. Suivant l'Article R 434-8 : Secret et discrétion professionnels. Suivant l'Article R 434-9 : Probité. Suivant l'Article R 434-10 : Discernement. Suivant l'Article R 434-11 : Impartialité. Suivant l'Article R 434-12 : Crédit et renom de la Police et de la Gendarmerie National. Suivant l'Article R 434-14 : Relation avec la Population avec un comportement exemplaire. Suivant l'Article R 434-16 : Lorsque la loi l'autorise à procéder à un contrôle d'identité. Suivant l'Article R 434-17 : Protection et respect des personnes privées de liberté. Suivant l'Article R 434-18 : Emploi de la Force dans le cadre fixé par la loi. Suivant l'Article R 434-20 : Aide aux Victimes. Suivant l'Article R 434-24 : Le Contrôle de la Gendarmerie et la Police National par le Défenseur des droits conformément au rôle. Suivant l'Article R 434-26 : Le Contrôle des Pairs de la Gendarmerie et la Police National. Suivant l'Article R 434-27 : Sanction des manquements déontologiques.

### Sachant que les porteurs de cet acte juridique sont des victimes

Nous vous invitons à l'avenir à nous transmettre toute demande et correspondante à :

**Service Safac-J investigation du Groupe Safac-J**

**2 Rue du Pont Saint-Jean – 28260 Saussay**

**Téléphone 06 19 10 93 13**

Pour faire valoir ce que de droit.

**Procureur Général**

**Pascal Cardoso-Gastao**


**Service Anti-Fraude, Anti-Corruption-Justice**

**National, Européen, International du Groupe SAFAC-J**



Toute personne utilisant ce document à autre fin que l'intérêt Public se verra poursuivie et impliquée Pénalement.

Cette signification a été remise à :

Organisme	Nom du responsable de l'organisme	Signature du responsable
 Mairie de Saint-Alloüestre (56500)	Gerard UE Roy	